

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

**CENTRE DE SERVICES  
SCOLAIRE DE  
CHARLEVOIX**

**30 juin 2024**

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

### **AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **Centre de services scolaire de Charlevoix**

Les états financiers suivants du **Centre de services scolaire de Charlevoix** constituent un résumé du rapport financier annuel officiel du Centre de services scolaire prescrit par le Ministère de l'Éducation (MEQ) auxquels nous avons joint notre rapport de l'auditeur indépendant daté du 21 octobre 2024 et qui se lit comme suit.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au Ministère de l'Éducation

Centre de services scolaire de Charlevoix

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du **Centre de services scolaire de Charlevoix** (ci-après « Centre de services ») portant la signature électronique 6729798446, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2024, l'état des résultats, l'état de l'excédent (déficit) accumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, les renseignements complémentaires aux états financiers inscrits aux pages 7 à 275, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes et les renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints portant la signature électronique 6729798446 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre de services scolaire de Charlevoix au 30 juin 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion avec réserve

Le Centre de service scolaire de Charlevoix a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et une subvention d'investissement à recevoir correspondante à l'état de la situation financière aux 30 juin 2024 et 2023. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne les montants comptabilisés et les informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et comme subvention d'investissement à recevoir aux 30 juin 2024 et 2023, à l'excédent (déficit) accumulé au 1<sup>er</sup> juillet 2023 et aux 30 juin 2024 et 2023, ainsi qu'aux revenus de subvention d'investissement de même qu'aux informations fournies sur les obligations liés à la mise hors service d'immobilisations ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 30 juin 2024 et 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 30 juin 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 30 juin 2023, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendu des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Centre de services scolaire de Charlevoix conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur indépendant sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Centre de services scolaire de Charlevoix;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Centre de services scolaire de Charlevoix à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Centre de services scolaire de Charlevoix à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Benoît Côté comptable professionnel agréé inc.<sup>1</sup>*  
La Malbaie, le 21 octobre 2024

---

<sup>1</sup>Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A130978

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 30 juin

|                                                                               | 2024                 | 2023                 |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|                                                                               | \$                   | [redressé]<br>\$     |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                                                      |                      |                      |
| Encaisse                                                                      | 694 425              | 882 331              |
| Subvention de fonctionnement à recevoir                                       | 9 774 326            | 6 021 512            |
| Subvention d'investissement à recevoir                                        | 74 728 057           | 123 456 188          |
| Taxes scolaires à recevoir                                                    | 133 554              | 242 389              |
| Débiteurs                                                                     | 1 164 021            | 1 331 517            |
| Stocks destinés à la revente                                                  | 90 452               | 77 983               |
| Immobilisations destinées à la vente                                          | —                    | 1 545 329            |
| Frais reportés liés aux dettes                                                | 292 565              | 331 659              |
| <b>Total des actifs financiers</b>                                            | <b>86 877 400</b>    | <b>133 888 908</b>   |
| <b>PASSIFS</b>                                                                |                      |                      |
| Emprunts à court terme [note 6]                                               | 2 622 771            | 45 338 173           |
| Créditeurs                                                                    | 9 576 937            | 14 407 901           |
| Subvention d'investissement reportée [note 8]                                 | 122 037 027          | 115 078 750          |
| Produits reportés [note 7]                                                    | 2 013 311            | 838 769              |
| Provision pour avantages sociaux futurs                                       | 2 522 733            | 2 361 799            |
| Dette à long terme à la charge de l'organisme scolaire [note 9]               | 34 980               | 44 170               |
| Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse<br>de subvention [note 10] | 62 193 471           | 67 195 748           |
| Autres passifs                                                                | 10 163 005           | 4 263 031            |
| <b>Total des passifs</b>                                                      | <b>211 164 235</b>   | <b>249 528 341</b>   |
| <b>Dettes nettes</b>                                                          | <b>(124 286 835)</b> | <b>(115 639 433)</b> |
| <b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>                                                  |                      |                      |
| Immobilisations corporelles [note 5]                                          | 124 053 700          | 115 447 339          |
| Stocks de fournitures                                                         | 286 854              | 282 869              |
| Frais payés d'avance                                                          | 246 044              | 157 421              |
| <b>Total des actifs non financiers</b>                                        | <b>124 586 598</b>   | <b>115 887 629</b>   |
| <b>Excédent accumulé</b>                                                      | <b>299 763</b>       | <b>248 196</b>       |

Passif éventuel, Obligations contractuelles, Opérations entre apparentés, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et Éventualité [notes 11, 12, 13, 14 et 16]

Voir les notes complémentaires aux états financiers

Au nom du Centre de services scolaire de Charlevoix,

\_\_\_\_\_, directrice générale

\_\_\_\_\_, directrice des ressources financières et des technologies de l'information

## ÉTAT DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                                                                    | 2024           | 2023             |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------|
|                                                                                                                    | \$             | [redressé]<br>\$ |
| Solde au début de l'exercice déjà établi                                                                           | 248 196        | (573 640)        |
| Redressement affecté aux exercices antérieurs suite<br>à l'adoption d'une nouvelle norme comptable <i>[note 3]</i> | —              | (3 619 589)      |
| Solde redressé                                                                                                     | 248 196        | (4 193 229)      |
| Ajouter                                                                                                            |                |                  |
| Surplus de l'exercice                                                                                              | 51 567         | 4 441 425        |
| <b>Solde à la fin de l'exercice</b>                                                                                | <b>299 763</b> | <b>248 196</b>   |

*Voir les notes complémentaires aux états financiers*

## ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                                 | 2024              | 2023              |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                 | \$                | [redressé]<br>\$  |
| <b>PRODUITS</b>                                                                 |                   |                   |
| Subvention de fonctionnement du MEQ <i>[Annexe I]</i>                           | 61 604 936        | 55 355 116        |
| Subvention d'investissement du MEQ <i>[Annexe I]</i>                            | 451 162           | 2 981 580         |
| Autres subventions et contributions <i>[Annexe I]</i>                           | 125 231           | 62 846            |
| Taxes scolaires <i>[Annexe II]</i>                                              | 3 835 531         | 3 902 500         |
| Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours<br><i>[Annexe II]</i> | 183 097           | 187 516           |
| Ventes de biens et services <i>[Annexe II]</i>                                  | 3 263 804         | 3 410 301         |
| Divers <i>[Annexe II]</i>                                                       | 1 417 710         | 918 349           |
| Amortissement de la subvention d'investissement<br>reportée                     | 6 097 856         | 4 416 324         |
|                                                                                 | <b>76 979 327</b> | <b>71 234 532</b> |
| <b>CHARGES</b>                                                                  |                   |                   |
| Activités d'enseignement et de formation <i>[Annexe III]</i>                    | 27 914 792        | 26 069 311        |
| Activités de soutien à l'enseignement et à la formation<br><i>[Annexe IV]</i>   | 19 192 361        | 17 935 133        |
| Services d'appoint <i>[Annexe V]</i>                                            | 7 630 785         | 7 110 755         |
| Activités administratives <i>[Annexe VI]</i>                                    | 3 934 906         | 3 848 851         |
| Activités relatives aux biens meubles et immeubles<br><i>[Annexe VII]</i>       | 9 715 627         | 7 923 752         |
| Activités connexes <i>[Annexe VIII]</i>                                         | 6 913 593         | 3 741 625         |
| Charges liées à la variation de la provision pour avantages<br>sociaux          | 160 934           | 163 680           |
| Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles                              | 1 464 762         | —                 |
|                                                                                 | <b>76 927 760</b> | <b>66 793 107</b> |
| <b>Surplus de l'exercice</b>                                                    | <b>51 567</b>     | <b>4 441 425</b>  |

Voir les notes complémentaires aux états financiers



## ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                                                             | 2024                 | 2023                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|                                                                                                             | \$                   | [redressé]<br>\$     |
| Dettes nettes au début de l'exercice déjà établies                                                          | (115 549 595)        | (81 910 770)         |
| Redressement affecté aux exercices antérieurs suite<br>à l'adoption d'une nouvelle norme comptable [note 3] | (89 838)             | (4 559 636)          |
| Solde redressé                                                                                              | (115 639 433)        | (86 470 406)         |
| Surplus de l'exercice                                                                                       | 51 567               | 4 441 425            |
| Variation des immobilisations corporelles                                                                   |                      |                      |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                                                   | (11 597 670)         | (39 076 076)         |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                               | 4 698 596            | 3 537 421            |
| Produits d'aliénation d'immobilisations corporelles                                                         | 111 969              | —                    |
| Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles                                                          | 1 464 762            | —                    |
| Révision d'estimation des immobilisations corporelles                                                       | (1 738 689)          | 484 315              |
| Transfert d'immobilisations dans les immobilisations<br>destinées à la revente                              | (1 545 329)          | 1 545 329            |
| <b>Total de la variation due aux immobilisations corporelles</b>                                            | <b>(8 606 361)</b>   | <b>(33 509 011)</b>  |
| Variation des stocks de fournitures                                                                         | (3 985)              | (54 429)             |
| Variation des frais payés d'avance                                                                          | (88 623)             | (47 012)             |
|                                                                                                             | (92 608)             | (101 441)            |
| <b>Augmentation de la dette nette</b>                                                                       | <b>(8 647 402)</b>   | <b>(29 169 027)</b>  |
| <b>Dettes nettes à la fin de l'exercice</b>                                                                 | <b>(124 286 835)</b> | <b>(115 639 433)</b> |

Voir les notes complémentaires aux états financiers

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                                                       | 2024                | 2023                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                                       | \$                  | [redressé]<br>\$    |
| <b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>                                                                    |                     |                     |
| Surplus de l'exercice                                                                                 | 51 567              | 4 441 425           |
| Éléments n'affectant pas les liquidités :                                                             |                     |                     |
| Provision pour avantages sociaux futurs                                                               | 160 934             | 163 680             |
| Provision pour créances douteuses                                                                     | (270)               | 7 541               |
| Stocks de fournitures                                                                                 | (3 985)             | (54 429)            |
| Frais payés d'avance                                                                                  | (88 623)            | (47 012)            |
| Variation des frais reportés liés aux dettes                                                          | 39 094              | 238                 |
| Amortissement des immobilisations corporelles                                                         | 4 698 596           | 3 537 421           |
| Provision pour révision d'estimations des obligations liées à la mise hors services d'immobilisations | (1 738 689)         | 484 315             |
| Charges de désactualisation                                                                           | 203 559             | 187 712             |
| Amortissement de la subvention d'investissement reportée                                              | 6 097 856           | 4 416 324           |
| Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles                                                    | 1 464 762           | —                   |
| Variation des actifs financiers et passifs liés au fonctionnement                                     | 52 288 849          | (5 391 235)         |
| <b>Liquidités provenant des activités de fonctionnement</b>                                           | <b>63 173 650</b>   | <b>7 745 980</b>    |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                                                                     |                     |                     |
| Sorties de fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles [note 5]                            | (15 746 656)        | (35 100 445)        |
| Produits d'aliénation d'immobilisations corporelles                                                   | 111 969             | —                   |
| <b>Liquidités utilisées pour les activités d'investissement</b>                                       | <b>(15 634 687)</b> | <b>(35 100 445)</b> |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                                                       |                     |                     |
| Produits provenant de l'émission de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention               | —                   | 7 194 593           |
| Remboursement de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention                                  | (5 002 277)         | (4 720 312)         |
| Produits provenant de l'émission de dettes à la charge de l'organisme scolaire                        | —                   | 50 000              |
| Remboursement de dettes à la charge de l'organisme scolaire                                           | (9 190)             | (5 830)             |
| Variation des emprunts temporaires                                                                    | (42 715 402)        | 25 657 467          |
| <b>Liquidités provenant des activités de financement</b>                                              | <b>(47 726 869)</b> | <b>28 175 918</b>   |
| <b>Augmentation (diminution) des liquidités</b>                                                       | <b>(187 906)</b>    | <b>821 453</b>      |
| <b>Liquidités au début de l'exercice</b>                                                              | <b>882 331</b>      | <b>60 878</b>       |
| <b>Encaisse à la fin de l'exercice</b>                                                                | <b>694 425</b>      | <b>882 331</b>      |

Voir les notes complémentaires aux états financiers

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 1. STATUT

Le Centre de services scolaire de Charlevoix, [l'« Organisme »], est constitué en vertu du décret 1014-97 du 13 août 1997. Les états financiers ont été élaborés pour satisfaire aux exigences de l'article 287 de la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3). Le Centre de services scolaire de Charlevoix a pour mission d'organiser, au bénéfice des personnes relevant de sa compétence, les services éducatifs prévus par la Loi sur l'instruction publique et par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement du Québec.

Le Centre de services scolaire de Charlevoix a également pour mission de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire, de veiller à la qualité des services éducatifs et à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de contribuer dans la mesure prévue par la Loi sur l'instruction publique au développement social, culturel et économique de sa région.

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre de services scolaire de Charlevoix utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

#### Produits

Les produits sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel les opérations ou les faits dont ils découlent. Les produits qu'il serait trop difficile de mesurer avant leur encaissement sont comptabilisés au moment de la réception des fonds. Les sommes reçues ou à recevoir concernant des produits qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de produits reportés.

Plus spécifiquement :

#### Subvention et subvention reportée

Les subventions du Ministère de l'Éducation (MEQ) sont constatées dans la période où le Centre de services scolaire de Charlevoix a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de l'année scolaire. À l'exception des allocations consenties aux fins de perfectionnement et visant à rencontrer les dispositions des conventions collectives et de certaines allocations pour lesquelles le MEQ a autorisé le report, les produits de subvention versés par le MEQ, conformément aux dispositions des règles budgétaires, ne sont pas reportés.

Les subventions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui sont des paiements de transfert sont constatées lorsque les subventions sont autorisées et que le Centre de services scolaire de Charlevoix a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Elles sont présentées au poste « Subvention d'investissement reportée » lorsqu'elles sont assorties de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Le produit relatif à la subvention est constaté aux résultats à mesure que le passif est réglé au poste « Amortissement de la subvention d'investissement reportée ».

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

Les autres subventions affectées à l'acquisition d'immobilisations corporelles qui ne sont pas des paiements de transfert sont reportées dans le poste « Subvention d'investissement reportée affectée à l'acquisition d'immobilisations corporelles » et constatées à titre de produits au poste « Amortissement de la subvention d'investissement reportée » au même rythme que l'amortissement des immobilisations qui s'y rapportent.

#### *Taxe scolaire*

Les produits de la taxe scolaire sont constatés dans la période couverte par le rôle de perception. Les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur. La période couverte par les factures annuelles de taxe scolaire est du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. La taxe scolaire est imposée sur la valeur ajustée. La valeur ajustée est déterminée par l'application, sur trois ans, de la variation entre la valeur uniformisée effective au 31 décembre de la dernière année du rôle précédent et celle figurant au nouveau rôle qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier. Les produits tenant lieu de taxe scolaire sont constatés dans l'exercice au cours duquel les sommes sont encaissées.

#### *Ventes de biens et services et revenus divers*

Les produits sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

#### *Charges*

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des biens consommés dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités et des services obtenus au cours de la période, ainsi que les pertes réalisées. Les montants comprennent aussi l'amortissement du coût des immobilisations pour l'exercice.

#### *Actifs financiers*

##### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

##### *Débiteurs*

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation de la période de cette provision est constatée aux résultats du poste « Activités connexes ».

##### *Stocks destinés à la vente*

Les stocks destinés à la vente sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

##### *Frais reportés liés aux dettes*

Les frais reportés liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

#### **Passifs**

##### ***Produits reportés***

Les sommes reçues concernant des produits qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de produits reportés au passif.

Des produits peuvent être comptabilisés à titre de produits reportés s'ils sont assortis des trois stipulations suivantes :

- \* une clause de finalité qui ne laisse à l'organisme scolaire que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire quant à l'utilisation des ressources transférées;
- \* une clause temporelle future qui ne laisse à l'organisme scolaire que peu ou pas de pouvoir discrétionnaire quant à la période ou aux périodes dans lesquelles les sommes reçues doivent être utilisées ou consommées;
- \* des clauses de reddition de comptes qui exigent une surveillance continue de l'exécution et qui imposent des conséquences en cas de non-respect des conditions du transfert tel que le remboursement des ressources transférées.

##### ***Provision pour avantages sociaux***

Les obligations à court terme découlant des autres congés de maladie, des vacances, des heures supplémentaires accumulées, de l'assurance-traitement et des autres congés sociaux (maternité, paternité) ainsi que les obligations à long terme découlant des congés de maladie monnayables du personnel enseignant gagnées par les employés du Centre de services scolaire de Charlevoix sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de l'exercice de la provision est constatée aux résultats.

Parmi les obligations à long terme découlant d'avantages sociaux accordés à des salariés, le Centre de services scolaire de Charlevoix dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie, conformément aux diverses conventions collectives en vigueur jusqu'au 30 juin 2016, ce programme permettait à certains employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils avaient droit annuellement et de se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, les employés ne peuvent plus accumuler les congés de maladie acquis après cette date. Les congés de maladie seront payés annuellement au 30 juin s'ils ne sont pas utilisés à cette date.

##### ***Régime d'avantages complémentaires à la retraite***

Les membres du personnel du Centre de services scolaire de Charlevoix participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de la période du Centre de services scolaire de Charlevoix envers ces régimes gouvernementaux de même que les prestations sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées aux états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

#### *Dettes à long terme*

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

#### *Passif au titre des sites contaminés*

Les obligations découlant de la réhabilitation de sites contaminés sous la responsabilité du Centre de services scolaire de Charlevoix, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au titre des sites contaminés lorsque les critères suivants sont rencontrés :

- la contamination dépasse une norme environnementale existante;
- l'obligation de procéder à une réhabilitation relève directement de la responsabilité du Centre de services scolaire de Charlevoix;
- il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés; et
- il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif au titre des sites contaminés comprend les coûts estimatifs directement attribuables aux activités d'assainissement des sites contaminés. Le Centre de services scolaire de Charlevoix a utilisé différentes méthodes pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion dont des études de caractérisation ou des analyses comparatives. Pour chaque site contaminé, le coût estimé a été majoré pour considérer le degré de précision associé à la méthode employée. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement. Compte tenu de l'incertitude quant à la période au cours de laquelle les activités d'assainissement seront menées, le Centre de services scolaire de Charlevoix n'actualise pas ces coûts.

#### *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

Une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :

- il y a présence d'une obligation juridiquement exécutoire qui contraint le Centre de services scolaire de Charlevoix à réaliser des activités particulières liées à la mise hors service permanente d'une immobilisation nécessitant une sortie de ressources économiques;
- l'obligation résulte de l'acquisition, de la construction, du développement, de la mise en valeur et/ou de l'utilisation normale de l'immobilisation;
- il est prévu que les activités particulières de mise hors service soient réalisées;
- il est possible de procéder à une estimation raisonnable des coûts relatifs à cette obligation.

Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, le Centre de services scolaire de Charlevoix est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier estimé des flux de trésorerie pour effectuer les travaux.

#### Actifs non financiers

##### *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile suivantes :

|                                                            |               |
|------------------------------------------------------------|---------------|
| Aménagements de terrains                                   | 10 ou 20 ans  |
| Bâtiments et améliorations majeures aux bâtiments          | 20 à 50 ans   |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 1 à 35 ans*   |
| Améliorations locatives                                    | durée du bail |
| Matériel et équipement                                     | 3 à 15 ans    |
| Équipement spécialisé                                      | 10 ou 20 ans  |
| Manuels scolaires                                          | 5 ans         |
| Documents de bibliothèque                                  | 10 ans        |
| Réseaux de télécommunications                              | 20 ans        |
| Développement informatique                                 | 5 ans         |

\* Une composante " OMHS " a été créée pour chacun des bâtiments détenus contenant de l'amiante et doit être amortie sur la durée estimative restante jusqu'à la date de démolition connue ou estimée.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

#### **Actifs non financiers**

##### ***Immobilisations corporelles [suite]***

Les immobilisations corporelles en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les sommes reçues d'organismes sont comptabilisées au passif à titre de produits reportés et virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations corporelles concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'achat de terrains sont constatées aux produits dans l'année d'acquisition.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de services scolaire de Charlevoix de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter sa baisse de valeur.

##### ***Stocks de fournitures***

Les stocks qui se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours de la ou des prochaines années financières sont présentés à titre d'actifs non financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

##### ***Frais payés d'avance***

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'année financière pour des services dont le Centre de services scolaire de Charlevoix bénéficiera au cours de la ou des prochaines années financières. Ces frais seront imputés aux charges au moment où le Centre de services scolaire de Charlevoix bénéficiera des services acquis.

#### **Instruments financiers**

Au 1<sup>er</sup> avril 2013 est entrée en vigueur la norme comptable de l'ICCA pour le secteur public SP 3450 Instruments financiers. Son application implique l'évaluation à leur juste valeur des instruments financiers dérivés et des placements de portefeuille composés d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif. La variation de la période des justes valeurs de ces instruments financiers engendre des gains et pertes non réalisés qui doivent être présentés dans un nouvel état financier, appelé État des gains et des pertes de réévaluation, jusqu'à leur décomptabilisation par extinction ou par revente.

En vertu de la Loi sur l'instruction publique, le Ministère de l'Éducation détermine le format du rapport financier applicable aux Centres de services scolaire de Charlevoix. Pour l'exercice se terminant le 30 juin 2024, le Ministère a convenu de ne pas inclure le nouvel état financier requis puisqu'il estime peu ou non probable qu'un Centre de services scolaire de Charlevoix détienne des instruments financiers devant être évalués à la juste valeur considérant les limitations imposées par la Loi sur l'instruction publique en ce sens.

- Le Centre de services scolaire de Charlevoix ne détient pas au 30 juin 2024 et n'a pas détenu au cours de la période d'instruments financiers devant être évalués à la juste valeur et par conséquent, il n'y a pas de gain ou de perte de réévaluation.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

#### *Opérations inter-entités*

Les opérations inter-entités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle partagé. Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations inter-entités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

#### *Actifs éventuels*

Le Centre de services scolaire de Charlevoix applique la norme SP3320, Actifs éventuels, qui comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable. Puisque le Centre de services scolaire de Charlevoix n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'est présentée.

#### *Passifs éventuels*

Les obligations découlant des poursuites et des litiges sont comptabilisées à titre de passif quand il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable peut être établie. S'il est impossible de déterminer la probabilité de l'événement ou que l'événement est probable, mais qu'une estimation raisonnable ne peut être établie, un passif éventuel est présenté en voie de notes aux états financiers.

### 3. MODIFICATIONS COMPTABLES ET CORRECTIONS D'ERREURS

#### **Adoption de nouvelles normes comptables**

Le 1er avril 2023, le Centre de services scolaire de Charlevoix a adopté les normes suivantes.

#### *Chapitre SP 3400, Produits*

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les produits provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les produits provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucune incidence significative sur les résultats, ni sur la situation financière du Centre de services scolaire de Charlevoix.

#### *Chapitre SP3160, Partenariat public-privé*

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque le Centre de services scolaire de Charlevoix en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque le Centre de services scolaire de Charlevoix ne détient pas de partenariats public-privé.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 3. MODIFICATIONS COMPTABLES ET CORRECTIONS D'ERREURS [SUITE]

#### *Note d'orientation NOSP-8, Éléments incorporels achetés*

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers du Centre de services scolaire de Charlevoix puisqu'il ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

#### *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

Le 1<sup>er</sup> avril 2023, le Centre de services scolaire de Charlevoix a procédé à la modification de certaines méthodes utilisées pour comptabiliser les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les modifications effectuées sont les suivantes :

- Modification de la méthode d'estimation des coûts de désamiantage pour certains matériaux. La direction estime que la méthode utilisée surévaluait les coûts lorsque des travaux de désamiantage étaient réalisés en présence de plâtre, de crépi et de mortier.
- Estimation des coûts effectuée par phase de construction plutôt que par bâtiment. La direction estime que la nouvelle méthode utilisée reflète davantage la réalité puisque les calculs, dont les calculs d'actualisation et d'inflation, tiennent compte de l'année de construction réelle de la phase plutôt que de l'année de construction initiale du bâtiment.
- D'autres corrections ont été apportées telles que l'ajout de bâtiments, de composants ou de matériaux omis lors de la première identification des actifs contaminés, la correction du pourcentage d'actifs contaminés dans les bâtiments, la correction de l'année de construction ou de l'année de mise hors service prévue, la comptabilisation des OMHS découlant de la présence d'halocarbures dans certaines immobilisations qui n'avaient pas été identifiés en 2022-2023.

Ces changements ont été appliqués de façon rétroactive avec retraitement des exercices antérieurs et ont eu pour effet de faire varier les postes des états financiers de la façon suivante :

| ÉTAT DES RÉSULTATS                                       | 2024      | 2023<br>[redressé] |
|----------------------------------------------------------|-----------|--------------------|
| <b>Produits</b>                                          |           |                    |
| Subvention d'investissement                              | 203 559   | 2 915 299          |
| Amortissement de la subvention d'investissement reportée | (84 451)  | 930 368            |
| Total des produits                                       | 119 108   | 3 845 667          |
| <b>Charges</b>                                           |           |                    |
| Activités relatives aux biens meubles et immeubles       | 219 265   | 226 078            |
| Gain sur aliénation d'immobilisations corporelles        | (100 157) | —                  |
|                                                          | 119 108   | 226 078            |
| <b>Excédent de l'exercice liés aux activités</b>         | —         | 3 619 589          |

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 3. MODIFICATIONS COMPTABLES ET CORRECTIONS D'ERREURS [SUITE]

| ÉTAT DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS | 2024 | 2023<br>[redressé] |
|---------------------------------------------------------|------|--------------------|
| Excédent (déficit) accumulé lié aux activités au début  | —    | (3 619 589)        |
| Excédent (déficit) accumulé lié aux activités à la fin  | —    | —                  |

  

| ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE                                             | 2024        | 2023<br>[redressé] |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------------|
| <b>Actifs financiers</b>                                                    |             |                    |
| Subvention de fonctionnement à recevoir                                     | —           | —                  |
| Subvention d'investissement à recevoir                                      | 6 205 280   | 4 263 032          |
| Subvention d'investissement reportée                                        | (2 240 505) | (417 366)          |
| Total des actifs financiers                                                 | 3 964 775   | (3 845 666)        |
| <b>Passifs</b>                                                              |             |                    |
| Autres passifs (Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations) | 6 205 280   | 4 263 032          |
| <b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>                                 | (2 240 505) | (417 366)          |
| <b>Actifs non financiers</b>                                                |             |                    |
| Immobilisations corporelles                                                 | 2 240 505   | 417 366            |
| <b>Excédent (déficit) accumulé à la fin</b>                                 | —           | —                  |

  

| ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) | 2024        | 2023<br>[redressé] |
|---------------------------------------------------------------|-------------|--------------------|
| <b>Actifs financiers nets (dette nette) au début</b>          | (417 366)   | (4 559 636)        |
| Excédent (Déficit) de l'exercice                              | —           | 3 619 589          |
| Immobilisations corporelles                                   | (1 823 139) | 522 681            |
| <b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin</b>          | (2 240 505) | (417 366)          |

## Centre de services scolaire de Charlevoix

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

#### 4. INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

La préparation des états financiers du Centre de services scolaire de Charlevoix par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de l'exercice visé par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les frais courus à payer et la provision pour avantages sociaux futurs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

#### 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                                                    | 2024               |                                 | 2023<br>[redressé] |                                 |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|
|                                                                    | Coût<br>\$         | Amortissement<br>accumulé<br>\$ | Coût<br>\$         | Amortissement<br>accumulé<br>\$ |
| Terrains                                                           | 967 636            | —                               | 961 181            | —                               |
| Aménagements de terrains                                           | 3 117 924          | 1 232 179                       | 2 631 820          | 1 088 934                       |
| Bâtiments et améliorations<br>majeures aux bâtiments               | 161 466 915        | 46 571 735                      | 152 485 173        | 43 361 268                      |
| Obligations liées à la mise<br>hors service d'immobi-<br>lisations | 3 157 551          | 917 046                         | 1 347 734          | 930 369                         |
| Améliorations locatives                                            | 172 843            | 172 843                         | 172 843            | 172 843                         |
| Matériel et équipement                                             | 5 594 243          | 2 144 540                       | 5 004 478          | 2 147 077                       |
| Équipement spécialisé                                              | 848 724            | 392 499                         | 762 844            | 419 084                         |
| Manuels scolaires                                                  | —                  | —                               | 17 969             | 17 969                          |
| Documents de bibliothèque                                          | 154 342            | 59 167                          | 197 728            | 94 064                          |
| Réseaux de<br>télécommunications                                   | 360 976            | 315 730                         | 360 976            | 297 681                         |
| Développement informatique                                         | 48 973             | 30 688                          | 102 006            | 68 124                          |
|                                                                    | 175 890 127        | 51 836 427                      | 164 044 752        | 48 597 413                      |
| Amortissement accumulé                                             | 51 836 427         |                                 | 48 597 413         |                                 |
| <b>Valeur nette</b>                                                | <b>124 053 700</b> |                                 | <b>115 447 339</b> |                                 |

Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent un montant de 3 720 780 \$ [7 869 766 \$ au 30 juin 2023] qui est inclus dans les créditeurs. Cette opération est exclue de l'état des flux de trésorerie.

## Centre de services scolaire de Charlevoix

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

#### 6. EMPRUNTS À COURT TERME

Le Centre de services scolaire de Charlevoix dispose de crédits bancaires selon des montants maximaux variant à chaque mois en fonction des autorisations émises par le Ministère de l'Éducation. Au 30 juin 2024, le montant autorisé se chiffrait à 9 829 140 \$ [45 338 173 \$ au 30 juin 2023]. Les acceptations bancaires, échéant le 30 juin 2024, portent intérêts au taux préférentiel [6,95 % au 30 juin 2024 et 6,95 % au 30 juin 2023] et sont garanties par le Ministère de l'Éducation. Les emprunts temporaires portent intérêts au taux CORRA [4,80 % au 30 juin 2024 et 4,92 % au 30 juin 2023].

#### 7. PRODUITS REPORTÉS

|            | <b>Solde au<br/>début<br/>\$</b> | <b>Augmentation<br/>\$</b> | <b>Diminution de<br/>l'exercice<br/>\$</b> | <b>Solde à la<br/>fin<br/>\$</b> |
|------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|
| Opérations | 838 769                          | 3 760 209                  | 2 585 667                                  | 2 013 311                        |

#### 8. SUBVENTION D'INVESTISSEMENT REPORTÉE

|  | <b>Solde au<br/>début<br/>\$</b> | <b>Augmentation<br/>\$</b> | <b>Diminution de<br/>l'exercice<br/>\$</b> | <b>Solde à la<br/>fin<br/>\$</b> |
|--|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|
|  | 115 078 750                      | 13 056 133                 | 6 097 856                                  | 122 037 027                      |

#### 9. DETTE À LONG TERME À LA CHARGE DE L'ORGANISME SCOLAIRE

|                                                                                                                                              | <b>2024<br/>\$</b> | <b>2023<br/>\$</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Caisse Desjardins du fleuve et des montagnes, 6,050 %, remboursable en versements mensuels en capital et intérêts de 968 \$, échéant en 2028 | 34 980             | 44 170             |

Le capital à rembourser sur cet emprunt à long terme au cours des quatre prochains exercices se chiffre à :

|           |    |      |
|-----------|----|------|
| 9 765 \$  | en | 2025 |
| 10 373 \$ | en | 2026 |
| 11 018 \$ | en | 2027 |
| 3 824 \$  | en | 2028 |

**Centre de services scolaire de Charlevoix**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**

30 juin 2024

**10. DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION**

|                                                                                                                                                                | <b>2024</b>       | <b>2023</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------|
|                                                                                                                                                                | <b>\$</b>         | <b>\$</b>   |
| <b>Billets</b>                                                                                                                                                 |                   |             |
| 3,271 %, remboursable en versements annuels de 264 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 3 187 000 \$ en septembre 2024                            | <b>3 451 000</b>  | 3 715 000   |
| 2,944 %, remboursable en versements annuels en capital de 731 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 2 429 000 \$ en septembre 2024                 | <b>3 160 000</b>  | 3 891 000   |
| 3,21 %, remboursable en versements annuels en capital de 338 000 \$ plus les intérêts, échéant en mars 2041                                                    | <b>5 746 000</b>  | 6 084 000   |
| 2,369 %, remboursable en versements annuels en capital de 584 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2027                                                        | <b>2 716 000</b>  | 3 300 000   |
| 1,972 %, remboursable en versements annuels en capital de 397 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2026                                                        | <b>7 146 000</b>  | 7 543 000   |
| 1,9928 %, remboursable en versements annuels en capital de 257 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 2 933 000 \$ en octobre 2024, échéant en 2025 | <b>2 933 000</b>  | 3 190 000   |
| 3,17 %, remboursable en versements annuels en capital de 149 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2038                                                         | <b>2 082 000</b>  | 2 231 000   |
| 2,933 %, remboursable en versements annuels en capital de 252 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2042                                                        | <b>4 788 000</b>  | 5 040 000   |
| 3,331 %, remboursable en versements annuels en capital de 263 000 \$ plus les intérêts et un versement final de 274 000 \$ en novembre 2043                    | <b>5 271 000</b>  | 5 534 000   |
| 2,267 %, remboursable en versements annuels en capital de 301 000 \$ plus les intérêts, échéant en 2045                                                        | <b>6 321 000</b>  | 6 622 000   |
| 2,201 %, remboursable en versements annuels en capital de 185 980 \$ plus les intérêts, échéant en 2046                                                        | <b>4 091 562</b>  | 4 277 542   |
| 2,788 %, remboursable en versements annuels en capital de 326 501 \$ plus les intérêts, échéant en 2047                                                        | <b>7 509 524</b>  | 7 836 025   |
| 1,492 %, remboursable en versements annuels en capital de 248 756 \$ plus les intérêts, échéant en 2025                                                        | <b>248 756</b>    | 497 513     |
| <b>Solde à reporter</b>                                                                                                                                        | <b>55 463 842</b> | 59 761 080  |

## Centre de services scolaire de Charlevoix

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

#### 10. DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION [SUITE]

|                                                                                                         | 2024<br>\$ | 2023<br>\$ |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Solde reporté                                                                                           | 55 463 842 | 59 761 080 |
| 4,168 %, remboursable en versements annuels en capital de 263 623 \$ plus les intérêts, échéant en 2048 | 6 326 944  | 6 590 566  |
| 3,886 %, remboursable en versements annuels en capital de 201 342 \$ plus les intérêts, échéant en 2026 | 402 685    | 604 027    |
| 0,688 %, remboursé au cours de l'exercice                                                               | —          | 240 075    |
|                                                                                                         | 62 193 471 | 67 195 748 |

Le capital à rembourser sur les emprunts à long terme au cours des cinq prochains exercices se chiffre à :

|               |    |      |
|---------------|----|------|
| 13 054 202 \$ | en | 2025 |
| 3 261 446 \$  | en | 2026 |
| 9 979 104 \$  | en | 2027 |
| 2 079 104 \$  | en | 2028 |
| 2 079 104 \$  | en | 2029 |

#### 11. PASSIF ÉVENTUEL

Le règlement futur des divers griefs concernant des membres du personnel pourrait entraîner des déboursés totalisant au plus 33 080 \$ et ce, dans l'hypothèse où tous les employés concernés obtiendraient gain de cause. Aucune provision n'a été inscrite aux états financiers relativement au passif éventuel.

#### 12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Centre de services scolaire de Charlevoix est parti à diverses ententes de biens et services dont les montants à payer jusqu'à l'expiration des contrats se détaillent ainsi :

|                                | Durée<br>initiale | Échéances | Versements estimatifs |            |            | Total<br>\$ |
|--------------------------------|-------------------|-----------|-----------------------|------------|------------|-------------|
|                                |                   |           | 2025<br>\$            | 2026<br>\$ | 2027<br>\$ |             |
| Rénovation des immeubles       | N/A               | diverses  | 5 389 232             | —          | —          | 5 389 232   |
| Fibre optique et téléphonie IP | N/A               | diverses  | 43 025                | 43 025     | 13 379     | 99 429      |
| Entretien ménager              | 3 ans             | diverses  | 761 955               | 538 138    | 107 384    | 1 407 477   |
| Soldes à reporter              |                   |           | 6 194 212             | 581 163    | 120 763    | 6 896 138   |

## Centre de services scolaire de Charlevoix

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

#### 12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES [SUITE]

|                                                 | Durée<br>initiale | Échéances | Versements estimatifs |            |            | Total<br>\$ |
|-------------------------------------------------|-------------------|-----------|-----------------------|------------|------------|-------------|
|                                                 |                   |           | 2025<br>\$            | 2026<br>\$ | 2027<br>\$ |             |
| Soldes reportés                                 |                   |           | 6 194 212             | 581 163    | 120 763    | 6 896 138   |
| Déneigement                                     | 3 ans             | diverses  | 135 560               | —          | —          | 135 560     |
| Entretien spécialisé<br>-immeubles et<br>autres | N/A               | 2024      | 110 607               | —          | —          | 110 607     |
| Services profes-<br>sionnels et<br>spécialisés  | 3 ans             | 2025      | 1 917 482             | 210 361    | 163 135    | 2 290 978   |
| Transport scolaire                              | 5 ans             | 2027      | 4 509 869             | 4 764 677  | 5 033 881  | 14 308 427  |
|                                                 |                   |           | 12 867 730            | 5 556 201  | 5 317 779  | 23 741 710  |

#### 13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Centre de services scolaire de Charlevoix est apparenté avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint. Il est également apparenté à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives du Centre de services scolaire de Charlevoix. Les principaux dirigeants sont la directrice générale et les directeurs de services du Centre de services scolaire de Charlevoix aux fins des états financiers consolidés du gouvernement.

Le Centre de services scolaire de Charlevoix n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles qui sont divulguées distinctement aux pages 190 et 191 du rapport financier.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 14. OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICES D'IMMOBILISATIONS

Les principales obligations liées à la mise hors service d'immobilisations du Centre de services scolaire de Charlevoix concernent le désamiantage des bâtiments.

#### Évolution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

| Désamiantage                                  | 2024             | 2023<br>[redressé] |
|-----------------------------------------------|------------------|--------------------|
| Solde au début déjà établi                    | 5 219 609        | 5 995 714          |
| Redressement affecté aux exercices antérieurs | (956 577)        | (1 436 079)        |
| Solde redressé                                | 4 263 032        | 4 559 635          |
| Nouvelles obligations de mise hors service    | —                | —                  |
| Charge de désactualisation                    | 203 559          | 187 712            |
| Révision des estimations                      | 1 738 689        | (484 315)          |
| <b>Solde à la fin</b>                         | <b>6 205 280</b> | 4 263 032          |

#### Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernant le désamiantage des bâtiments sont les suivantes :

| Désamiantage                               | 2024                  | 2023                  |
|--------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Taux d'actualisation, incluant l'inflation | 4,98 %                | 5,54 %                |
| Période d'actualisation                    | De 15 ans à<br>40 ans | De 15 ans à<br>40 ans |
| Taux d'inflation                           | 2,57 %                | 2,93 %                |

Les coûts estimés non actualisés pour réaliser les activités de mise hors service au 30 juin 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 10 910 700 \$ (7 828 601 \$ au 30 juin 2023).

Une contribution financière de 6 205 280 \$ a été octroyée au Centre de services scolaire de Charlevoix relativement à ses obligations liées à la mise hors service. De ce montant, 3 964 775 \$ ont été constatés dans les produits au cours des exercices précédents. Le solde de 2 240 505 \$ a été inscrit dans les produits reportés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 15. PASSIF AU TITRE DES SITES CONTAMINÉS

Les contaminants ayant entraîné la constatation de passif au titre des sites contaminés sont reliés à des hydrocarbures pétroliers et proviennent d'une fuite de réservoirs.

Le passif au titre des sites contaminés est évalué en fonction du coût de réhabilitation actuel, c'est-à-dire le montant qu'il en coûterait pour réhabiliter le site en date des états financiers. Pour considérer le degré de précision associé au moyen employé, les coûts estimés sont majorés pour chaque site faisant partie du passif au titre des sites contaminés.

|                                                       | 2024           | 2023     |
|-------------------------------------------------------|----------------|----------|
| Passif au titre des sites contaminés avant majoration | 200 000        | —        |
| Réévaluation                                          | —              | —        |
| Travaux réalisés au cours de l'exercice               | —              | —        |
| <b>Solde à la fin</b>                                 | <b>200 000</b> | <b>—</b> |

Le gouvernement du Québec assume les coûts découlant de la réhabilitation de sites contaminés existants au 31 mars 2008 et inventoriés au 31 mars 2011, de même que les variations ultérieures de ces passifs.

Puisque le site contaminé n'a pas été inventorié au 31 mars 2011, le Centre de services scolaire de Charlevoix n'a pas constaté de subvention à recevoir du gouvernement du Québec afin de compenser les coûts liés à ce passif au titre des sites contaminés. Tout passif constaté après le 31 mars 2011 pour des sites non inventoriés à cette date est pris en charge par le Centre de services scolaire de Charlevoix et inscrit à ses résultats dans la période concernée. Le passif au titre des sites contaminés comptabilisé est présenté à la page 36 du rapport financier.

#### ***Incertitude relative à la mesure***

Le passif au titre des sites contaminés est déterminé en utilisant différentes méthodes pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion dont des études de caractérisation ou des analyses comparatives. Étant donné que les études de caractéristiques se limite à la surface du terrain et qu'il existe des limites inhérentes à l'évaluation de la quantité de sol contaminés, les estimations des coûts sont assujetties à des incertitudes relatives à la mesure des montants à comptabiliser à divulguer.

### 16. ÉVENTUALITÉ

Le Centre de services scolaire de Charlevoix, de même que 39 autres organismes scolaires du Québec, est visé par deux demandes d'interventions forcées, à titre de codébitrices solidaires, pour appel en garantie concernant les dommages à être versés aux demandeurs relativement à des actions collectives d'un montant d'environ 21 550 000 \$ contre des institutions religieuses. À ce jour, le Centre de services scolaire de Charlevoix n'est pas encore en mesure d'établir le bien-fondé et d'en évaluer les impacts financiers. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 juin 2024

### 17. GESTION DU RISQUE

#### *Politique de gestion des risques*

Le Centre de services scolaire de Charlevoix, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2024.

#### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'un contrepartiste fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit du Centre de services scolaire de Charlevoix est principalement attribuable à ses comptes à recevoir des usagers. Afin de réduire son risque de crédit, le Centre de services scolaire analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir des usagers et une provision pour mauvaises créances est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs du Centre de services scolaire de Charlevoix représente l'exposition maximale du Centre de services scolaire de Charlevoix au risque de crédit.

#### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. L'entité est exposée au risque de taux d'intérêt variable. Vu la composition actuelle de la dette à long terme (proportion de la dette portant intérêt à taux fixe par rapport à la proportion de la dette portant intérêt à taux variable), les instruments à taux d'intérêt fixes assujettissent l'entité à un risque de juste valeur et ceux à taux variables à un risque de flux de trésorerie.

## PRODUITS SUBVENTIONS

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                                          | 2024              | 2023              |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                          | \$                | [redressé]<br>\$  |
| <b>Subvention de fonctionnement du Ministère de l'Éducation (MEQ)</b>                    |                   |                   |
| Formation générale des jeunes, des adultes et formation professionnelle                  | 52 868 243        | 44 299 233        |
| Équilibre fiscal                                                                         | 4 804 202         | 4 988 119         |
| Intérêts et autres                                                                       | 2 212 330         | 3 038 511         |
| Transport scolaire                                                                       | 2 880 033         | 2 565 973         |
| Ajustement de la subvention de fonctionnement de l'année précédente                      | 31 174            | 319 548           |
| Provision pour perfectionnement conventionné                                             | —                 | 38 693            |
| Ajustement des autres subventions de fonctionnement reportées                            | (1 191 046)       | 105 039           |
|                                                                                          | <b>61 604 936</b> | <b>55 355 116</b> |
| <b>Subvention d'investissement du Ministère de l'Éducation (MEQ)</b>                     |                   |                   |
| Dépenses d'investissement non capitalisables                                             | 247 603           | 66 282            |
| Charges de désactualisation – obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 203 559           | 2 915 298         |
|                                                                                          | <b>451 162</b>    | <b>2 981 580</b>  |
| <b>Autres subventions et contributions</b>                                               |                   |                   |
| Subventions du gouvernement provincial – charges de fonctionnement                       | 66 651            | 5 643             |
| Subventions du gouvernement fédéral – charges de fonctionnement                          | 58 580            | 57 203            |
|                                                                                          | <b>125 231</b>    | <b>62 846</b>     |

*Voir les notes complémentaires aux états financiers*

## PRODUITS AUTRES

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                            | 2024             | 2023<br>[redressé] |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|
|                                                                            | \$               | \$                 |
| <b>Taxes scolaires</b>                                                     |                  |                    |
| Subventions tenant lieu de la taxe scolaire                                | 9 479            | 7 741              |
| Taxe scolaire – année courante                                             | 3 805 854        | 3 801 765          |
| Taxe scolaire – années antérieures                                         | 20 198           | 92 994             |
|                                                                            | <b>3 835 531</b> | <b>3 902 500</b>   |
| <b>Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours</b>           |                  |                    |
| Droits de scolarité – autres                                               | 40               | —                  |
| Revenus – cours en formation professionnelle<br>(Services aux entreprises) | 183 057          | 187 516            |
|                                                                            | <b>183 097</b>   | <b>187 516</b>     |
| <b>Ventes de biens et services</b>                                         |                  |                    |
| Fournitures et matériel scolaire                                           | 302 268          | 287 587            |
| Surveillance et transport du midi                                          | 158 506          | 192 170            |
| Services de garde                                                          | 1 272 926        | 1 228 639          |
| Autres activités chargées aux parents                                      | 410 187          | 444 039            |
| Autres ventes de biens et services                                         | 1 119 917        | 1 257 866          |
|                                                                            | <b>3 263 804</b> | <b>3 410 301</b>   |
| <b>Divers</b>                                                              |                  |                    |
| Location d'immeubles ou de biens meubles                                   | 86 106           | 92 445             |
| Participation financière d'organismes – charges de<br>fonctionnement       | 887 782          | 602 384            |
| Publicité et commandites                                                   | 29 764           | 43 331             |
| Prêts de service                                                           | 295 119          | 91 252             |
| Recouvrement des dépenses des années antérieures                           | 8 981            | 19 114             |
| Autres                                                                     | 109 958          | 69 823             |
|                                                                            | <b>1 417 710</b> | <b>918 349</b>     |

*Voir les notes complémentaires aux états financiers*

## CHARGES ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION

Exercice terminé le 30 juin

|                                             | 2024              | 2023              |
|---------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                             | \$                | \$                |
| <b>Éducation préscolaire</b>                |                   |                   |
| Rémunération                                | 2 292 891         | 2 166 732         |
| Contributions de l'employeur                | 273 246           | 245 640           |
| Frais de déplacement                        | 317               | —                 |
| Fournitures et matériel                     | 34 009            | 31 534            |
| Services, honoraires et contrats            | 136               | 75                |
| Charges d'investissement non capitalisables | 3 155             | 3 219             |
| Autres charges                              | —                 | 186               |
|                                             | <b>2 603 754</b>  | <b>2 447 386</b>  |
| <b>Enseignement primaire</b>                |                   |                   |
| Rémunération                                | 9 216 841         | 9 271 475         |
| Contributions de l'employeur                | 1 073 021         | 1 047 612         |
| Frais de déplacement                        | 26 388            | 18 265            |
| Fournitures et matériel                     | 79 933            | 77 766            |
| Services, honoraires et contrats            | 9 812             | 16 532            |
| Charges d'investissement non capitalisables | 2 714             | 2 588             |
| Autres                                      | 2 802             | 8 178             |
|                                             | <b>10 411 511</b> | <b>10 442 416</b> |
| <b>Enseignement secondaire général</b>      |                   |                   |
| Rémunération                                | 6 511 378         | 6 606 678         |
| Contributions de l'employeur                | 751 826           | 735 732           |
| Frais de déplacement                        | 3 795             | 3 650             |
| Fournitures et matériel                     | 155 706           | 146 710           |
| Services, honoraires et contrats            | 146 157           | 158 886           |
| Charges d'investissement non capitalisables | 16 528            | 15 669            |
| Autres                                      | 86 064            | 121 174           |
|                                             | <b>7 671 454</b>  | <b>7 788 499</b>  |
| <b>Formation professionnelle</b>            |                   |                   |
| Rémunération                                | 1 025 686         | 774 983           |
| Contributions de l'employeur                | 127 553           | 91 974            |
| Frais de déplacement                        | 15 509            | 7 164             |
| Fournitures et matériel                     | 549 367           | 119 497           |
| Services, honoraires et contrats            | 971 921           | 96 433            |
| Charges d'investissement non capitalisables | 19 369            | 3 589             |
| Autres                                      | 9 863             | 459               |
|                                             | <b>2 719 268</b>  | <b>1 094 099</b>  |
| <b>Solde à reporter</b>                     | <b>23 405 987</b> | <b>21 772 400</b> |

Voir les notes complémentaires aux états financiers

## CHARGES ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION [SUITE]

Exercice terminé le 30 juin

|                                             | 2024              | 2023       |
|---------------------------------------------|-------------------|------------|
|                                             | \$                | \$         |
| Solde reporté                               | 23 405 987        | 21 772 400 |
| <b>Enseignement particulier</b>             |                   |            |
| Rémunération                                | 1 491 744         | 1 457 351  |
| Contributions de l'employeur                | 174 877           | 159 218    |
| Frais de déplacement                        | 1 310             | 1 300      |
| Fournitures et matériel                     | 27 707            | 27 792     |
| Services, honoraires et contrats            | 2 886             | 4 511      |
| Charges d'investissement non capitalisables | 375               | 1 933      |
| Autres                                      | 6 240             | 12 622     |
|                                             | <b>1 705 139</b>  | 1 664 727  |
| <b>Formation des adultes</b>                |                   |            |
| Rémunération                                | 1 037 998         | 1 099 969  |
| Contributions de l'employeur                | 124 739           | 126 473    |
| Frais de déplacement                        | 4 746             | 9 350      |
| Fournitures et matériel                     | 20 427            | 22 031     |
| Services, honoraires et contrats            | 1 613 437         | 1 373 575  |
| Autres                                      | 2 319             | 786        |
|                                             | <b>2 803 666</b>  | 2 632 184  |
|                                             | <b>27 914 792</b> | 26 069 311 |

*Voir les notes complémentaires aux états financiers*

## CHARGES ACTIVITÉS DE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION

Exercice terminé le 30 juin

|                                             | 2024              | 2023              |
|---------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                             | \$                | \$                |
| <b>Gestion des écoles et des centres</b>    |                   |                   |
| Rémunération                                | 3 619 687         | 3 427 091         |
| Contributions de l'employeur                | 446 222           | 440 157           |
| Frais de déplacement                        | 33 493            | 19 410            |
| Fournitures et matériel                     | 210 993           | 214 704           |
| Services, honoraires et contrats            | 70 330            | 98 033            |
| Charges d'investissement non capitalisables | 389               | 2 471             |
| Autres                                      | 561               | 2 604             |
|                                             | <b>4 381 675</b>  | <b>4 204 470</b>  |
| <b>Moyens d'enseignement</b>                |                   |                   |
| Rémunération                                | 1 073 564         | 1 194 928         |
| Contributions de l'employeur                | 143 423           | 155 788           |
| Frais de déplacement                        | 19 263            | 18 500            |
| Fournitures et matériel                     | 126 184           | 141 387           |
| Services, honoraires et contrats            | 341 405           | 185 408           |
| Charges d'investissement non capitalisables | 105 293           | 74 768            |
|                                             | <b>1 809 132</b>  | <b>1 770 779</b>  |
| <b>Services complémentaires</b>             |                   |                   |
| Rémunération                                | 5 774 934         | 5 277 071         |
| Contributions de l'employeur                | 750 325           | 665 326           |
| Frais de déplacement                        | 32 502            | 30 223            |
| Fournitures et matériel                     | 35 732            | 44 533            |
| Services, honoraires et contrats            | 95 018            | 54 402            |
| Autres                                      | —                 | 7 957             |
|                                             | <b>6 688 511</b>  | <b>6 079 512</b>  |
| <b>Solde à reporter</b>                     | <b>12 879 318</b> | <b>12 054 761</b> |

*Voir les notes complémentaires aux états financiers*



## CHARGES

### ACTIVITÉS DE SOUTIEN À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION [SUITE]

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                                                    | 2024<br>\$        | 2023<br>\$        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Solde reporté                                                                                      | 12 879 318        | 12 054 761        |
| <b>Services pédagogiques et de formation d'appoint</b>                                             |                   |                   |
| Rémunération                                                                                       | 2 548 664         | 2 270 516         |
| Contributions de l'employeur                                                                       | 321 424           | 271 622           |
| Frais de déplacement                                                                               | 5 362             | 7 190             |
| Fournitures et matériel                                                                            | 12 707            | 18 806            |
| Services, honoraires et contrats                                                                   | 131 730           | 66 559            |
| Charges d'investissement non capitalisables                                                        | 1 356             | 4 046             |
| Autres                                                                                             | —                 | 2 819             |
|                                                                                                    | <b>3 021 243</b>  | <b>2 641 558</b>  |
| <b>Animation et développement pédagogique</b>                                                      |                   |                   |
| Rémunération                                                                                       | 1 003 462         | 1 062 511         |
| Contributions de l'employeur                                                                       | 122 687           | 123 182           |
| Frais de déplacement                                                                               | 19 462            | 20 623            |
| Fournitures et matériel                                                                            | 22 289            | 32 719            |
| Services, honoraires et contrats                                                                   | 28 436            | 79 964            |
| Charges d'investissement non capitalisables                                                        | 117               | 995               |
| Autres charges                                                                                     | 3 069             | 2 145             |
|                                                                                                    | <b>1 199 522</b>  | <b>1 322 139</b>  |
| <b>Perfectionnement du personnel enseignant et<br/>autre personnel de soutien à l'enseignement</b> |                   |                   |
| Rémunération                                                                                       | 36 485            | 30 092            |
| Contributions de l'employeur                                                                       | 4 673             | 3 816             |
| Frais de déplacement                                                                               | 33 017            | 30 624            |
| Fournitures et matériel                                                                            | 25 159            | 27 721            |
| Services, honoraires et contrats                                                                   | 91 023            | 52 295            |
| Charges d'investissement non capitalisables                                                        | 311               | 243               |
| Autres                                                                                             | 15 000            | —                 |
|                                                                                                    | <b>205 668</b>    | <b>144 791</b>    |
| <b>Activités sportives, culturelles et sociales</b>                                                |                   |                   |
| Rémunération                                                                                       | 426 016           | 464 496           |
| Contributions de l'employeur                                                                       | 54 721            | 57 382            |
| Frais de déplacement                                                                               | 29 494            | 19 337            |
| Fournitures et matériel                                                                            | 449 031           | 389 811           |
| Services, honoraires et contrats                                                                   | 389 293           | 366 374           |
| Charges d'investissement non capitalisables                                                        | 14 129            | 22 939            |
| Autres                                                                                             | 523 926           | 451 545           |
|                                                                                                    | <b>1 886 610</b>  | <b>1 771 884</b>  |
|                                                                                                    | <b>19 192 361</b> | <b>17 935 133</b> |

Voir les notes complémentaires aux états financiers

## CHARGES SERVICES D'APPOINT

Exercice terminé le 30 juin

|                                             | 2024             | 2023             |
|---------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                             | \$               | \$               |
| <b>Services alimentaires</b>                |                  |                  |
| Rémunération                                | 163 198          | 166 911          |
| Contributions de l'employeur                | 22 211           | 21 870           |
| Frais de déplacement                        | 80               | 298              |
| Fournitures et matériel                     | 561 080          | 521 497          |
| Services, honoraires et contrats            | 15 665           | 9 727            |
| Charges d'investissement non capitalisables | —                | 1 198            |
|                                             | <b>762 234</b>   | <b>721 501</b>   |
| <b>Transport scolaire</b>                   |                  |                  |
| Services, honoraires et contrats            | 4 881 872        | 4 445 983        |
|                                             | <b>4 881 872</b> | <b>4 445 983</b> |
| <b>Services de garde</b>                    |                  |                  |
| Rémunération                                | 1 665 480        | 1 626 422        |
| Contributions de l'employeur                | 221 261          | 210 995          |
| Frais de déplacement                        | 2 698            | 4 380            |
| Fournitures et matériel                     | 69 906           | 63 767           |
| Services, honoraires et contrats            | 18 061           | 20 067           |
| Charges d'investissement non capitalisables | 4 475            | 11 106           |
| Autres                                      | 4 798            | 6 534            |
|                                             | <b>1 986 679</b> | <b>1 943 271</b> |
|                                             | <b>7 630 785</b> | <b>7 110 755</b> |

*Voir les notes complémentaires aux états financiers*

## CHARGES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                      | 2024             | 2023             |
|----------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                      | \$               | \$               |
| <b>Conseil d'administration, conseil des commissaires et comités</b> |                  |                  |
| Rémunération                                                         | 10 587           | 7 995            |
| Contributions de l'employeur                                         | 755              | 570              |
| Frais de déplacement                                                 | 3 953            | 3 349            |
| Fournitures et matériel                                              | 5 041            | 4 582            |
| Services, honoraires et contrats                                     | 1 015            | 6 420            |
|                                                                      | <b>21 351</b>    | <b>22 916</b>    |
| <b>Gestion</b>                                                       |                  |                  |
| Rémunération                                                         | 2 354 536        | 2 245 766        |
| Contributions de l'employeur                                         | 281 710          | 278 210          |
| Frais de déplacement                                                 | 34 305           | 32 061           |
| Fournitures et matériel                                              | 39 009           | 48 672           |
| Services, honoraires et contrats                                     | 312 005          | 406 661          |
| Charges d'investissement non capitalisables                          | 1 053            | 2 127            |
| Autres                                                               | 61 951           | 49 350           |
|                                                                      | <b>3 084 569</b> | <b>3 062 847</b> |
| <b>Services corporatifs</b>                                          |                  |                  |
| Rémunération                                                         | 389 719          | 389 986          |
| Contributions de l'employeur                                         | 47 691           | 47 941           |
| Frais de déplacement                                                 | 7 006            | 7 523            |
| Fournitures et matériel                                              | 40 602           | 29 929           |
| Services, honoraires et contrats                                     | 272 219          | 232 129          |
| Charges d'investissement non capitalisables                          | 19 394           | 15 815           |
| Autres                                                               | 9                | —                |
|                                                                      | <b>776 640</b>   | <b>723 323</b>   |
| <b>Perfectionnement</b>                                              |                  |                  |
| Rémunération                                                         | 241              | 155              |
| Contributions de l'employeur                                         | 32               | 13               |
| Frais de déplacement                                                 | 15 246           | 11 480           |
| Fournitures et matériel                                              | 266              | 91               |
| Services, honoraires et contrats                                     | 36 561           | 28 026           |
|                                                                      | <b>52 346</b>    | <b>39 765</b>    |
|                                                                      | <b>3 934 906</b> | <b>3 848 851</b> |

Voir les notes complémentaires aux états financiers

**CHARGES  
ACTIVITÉS RELATIVES AUX BIENS  
MEUBLES ET IMMEUBLES**

Exercice terminé le 30 juin

|                                                              | 2024             | 2023<br>[redressé] |
|--------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|
|                                                              | \$               | \$                 |
| <b>Entretien et amortissement des biens meubles</b>          |                  |                    |
| Fournitures et matériel                                      | 29 134           | 23 123             |
| Services, honoraires et contrats                             | 11 199           | 17 621             |
| Charges d'investissement non capitalisables et amortissement | 1 384 604        | 1 164 548          |
|                                                              | <b>1 424 937</b> | 1 205 292          |
| <b>Conservation et amortissement des biens immeubles</b>     |                  |                    |
| Rémunération                                                 | 727 858          | 746 326            |
| Contributions de l'employeur                                 | 99 497           | 98 497             |
| Frais de déplacement                                         | 53 310           | 64 627             |
| Fournitures et matériel                                      | 217 200          | 292 493            |
| Services, honoraires et contrats                             | 929 069          | 614 526            |
| Charges d'investissement non capitalisables et amortissement | 3 372 674        | 2 437 747          |
| Autres                                                       | 203 559          | 187 536            |
|                                                              | <b>5 603 167</b> | 4 441 752          |
| <b>Entretien ménager</b>                                     |                  |                    |
| Rémunération                                                 | 459 015          | 261 209            |
| Contributions de l'employeur                                 | 59 834           | 33 958             |
| Frais de déplacement                                         | 3 969            | —                  |
| Fournitures et matériel                                      | 64 399           | 42 834             |
| Services, honoraires et contrats                             | 983 812          | 1 007 046          |
| Charges d'investissement non capitalisables et amortissement | 2 768            | 2 899              |
|                                                              | <b>1 573 797</b> | 1 347 946          |
| <b>Consommation énergétique</b>                              |                  |                    |
| Fournitures et matériel                                      | 971 410          | 873 745            |
| Services, honoraires et contrats                             | 385              | —                  |
|                                                              | <b>971 795</b>   | 873 745            |
| <b>Solde à reporter</b>                                      | <b>9 573 696</b> | 7 868 735          |

Voir les notes complémentaires aux états financiers

**CHARGES**  
**ACTIVITÉS RELATIVES AUX BIENS**  
**MEUBLES ET IMMEUBLES [SUITE]**

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                             | <b>2024</b>      | <b>2023</b>      |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                             | \$               | [redressé]<br>\$ |
| Solde reporté                                                               | <b>9 573 696</b> | 7 868 735        |
| <b>Protection et sécurité</b>                                               |                  |                  |
| Rémunération                                                                | <b>3 992</b>     | 3 355            |
| Contributions de l'employeur                                                | <b>490</b>       | 405              |
| Fournitures et matériel                                                     | <b>4 357</b>     | 6 871            |
| Services, honoraires et contrats                                            | <b>257</b>       | 394              |
|                                                                             | <b>9 096</b>     | 11 025           |
| <b>Construction et acquisition d'immeubles non capitalisables</b>           |                  |                  |
| Rémunération                                                                | <b>47 736</b>    | 17 533           |
| Contributions de l'employeur                                                | <b>6 153</b>     | 2 258            |
| Services, honoraires et contrats                                            | <b>9 641</b>     | —                |
|                                                                             | <b>63 530</b>    | 19 791           |
| <b>Amélioration, transformation et rénovation majeure non capitalisable</b> |                  |                  |
| Rémunération                                                                | —                | 1 747            |
| Contributions de l'employeur                                                | —                | 230              |
| Frais de déplacement                                                        | —                | 408              |
| Fournitures et matériel                                                     | <b>9 668</b>     | 11 452           |
| Services, honoraires et contrats                                            | <b>59 637</b>    | 10 364           |
|                                                                             | <b>69 305</b>    | 24 201           |
|                                                                             | <b>9 715 627</b> | 7 923 752        |

Voir les notes complémentaires aux états financiers

## CHARGES ACTIVITÉS CONNEXES

Exercice terminé le 30 juin

|                                                                | 2024             | 2023      |
|----------------------------------------------------------------|------------------|-----------|
|                                                                | \$               | \$        |
| <b>Résidences d'enseignants</b>                                |                  |           |
| Frais de déplacement                                           | 36               | —         |
| Fournitures et matériel                                        | 2 216            | 156       |
| Services, honoraires et contrats                               | 29 306           | 14 549    |
| Charges d'investissement non capitalisables                    | 6 499            | 184       |
|                                                                | <b>38 057</b>    | 14 889    |
| <b>Financement</b>                                             |                  |           |
| Intérêts sur les emprunts à long terme sujets à une subvention | 1 810 287        | 1 854 216 |
| Amortissement des frais reportés liés aux dettes               | 39 094           | 38 831    |
| Frais, pénalités de retard, intérêts sur créditeurs et autres  | 2 565            | 1 816     |
| Intérêts sur emprunts à court terme                            | 471 987          | 1 279 691 |
|                                                                | <b>2 323 933</b> | 3 174 554 |
| <b>Projets spéciaux</b>                                        |                  |           |
| Rémunération                                                   | 32 509           | 45 403    |
| Contributions de l'employeur                                   | 3 829            | 5 030     |
| Frais de déplacement                                           | 214              | 2 115     |
| Fournitures et matériel                                        | 8 824            | 20 632    |
| Services, honoraires et contrats                               | 40 052           | 17 860    |
| Charges d'investissement non capitalisables                    | 514              | 2 617     |
| Autres                                                         | —                | 833       |
|                                                                | <b>85 942</b>    | 94 490    |
| <b>Rétroactivité</b>                                           |                  |           |
| Rémunération                                                   | 3 441 910        | 15 883    |
| Contributions de l'employeur                                   | 399 390          | 10 419    |
|                                                                | <b>3 841 300</b> | 26 302    |
| <b>Prêts de services</b>                                       |                  |           |
| Rémunération                                                   | 173 346          | 180 352   |
| Contributions de l'employeur                                   | 19 007           | 18 899    |
|                                                                | <b>192 353</b>   | 199 251   |
| <b>Variation des provisions</b>                                |                  |           |
| Passif au titre des sites contaminés                           | 200 000          | —         |
| Pour créances douteuses sur débiteurs                          | 8 626            | 8 661     |
|                                                                | <b>208 626</b>   | 8 661     |
| Solde à reporter                                               | <b>6 690 211</b> | 3 518 147 |

## CHARGES ACTIVITÉS CONNEXES [SUITE]

Exercice terminé le 30 juin

|                                  | <b>2024</b>      | <b>2023</b> |
|----------------------------------|------------------|-------------|
|                                  | \$               | \$          |
| Solde reporté                    | <b>6 690 211</b> | 3 518 147   |
| <b>Autres activités connexes</b> |                  |             |
| Fournitures et matériel          | <b>223 166</b>   | 222 917     |
| Services, honoraires et contrats | <b>216</b>       | 457         |
| Autres                           | —                | 104         |
|                                  | <b>223 382</b>   | 223 478     |
|                                  | <b>6 913 593</b> | 3 741 625   |

*Voir les notes complémentaires aux états financiers*